



HAL
open science

Une Russie trop affaiblie peut devenir une menace pour le monde entier

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Une Russie trop affaiblie peut devenir une menace pour le monde entier. Cahiers de l'Espace Europe, 1998. hal-03738217

HAL Id: hal-03738217

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03738217>

Submitted on 25 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une Russie trop affaiblie peut devenir une menace pour le monde entier

Jacques Fontanel

Les Conférences de l'Espace Europe Cahier de l'Espace Europe, 1998

L'effondrement du système de planification centralisée constitue un argument déterminant de la crise économique. L'URSS était une économie planifiée largement protégée et autarcique. Pendant la coexistence pacifique régulée par la course aux armements, la Russie a hérité d'une industrie d'armement hypertrophiée, incapable de devenir concurrentiel dans les produits civils. La corruption et la prédation sont devenues des règles managériales, ce qui a conduit à une forte concentration des pouvoirs économiques et technologiques entre les mains de quelques « oligarques » proches du Kremlin. La crise financière et la faiblesse des investissements en infrastructures ont affaibli une économie russe dans laquelle les marchés russes n'ont jamais vraiment bien fonctionné, selon des règles et des financements clairement établis. L'aide des instances occidentales a surtout consisté à soutenir Boris Eltsine et ses oligarques à rester au pouvoir, avec tous les moyens disponibles de prédateurs. Ce qui, à plus long terme, peut constituer un danger important au regard de l'utilisation toujours possible de l'arme nucléaire.

The collapse of the centralized planning system is a key argument for the economic crisis. The USSR was a largely protected and autarkic planned economy. During the peaceful coexistence regulated by the arms race, Russia inherited a bloated arms industry, unable to become competitive in civilian products. Corruption and predation became managerial rules, which led to a high concentration of economic and technological power in the hands of a few "oligarchs" close to the Kremlin. The financial crisis and the lack of investment in infrastructure have weakened a Russian economy in which Russian markets have never really functioned well, according to clearly established rules and financing. The help of Western authorities has mainly consisted in supporting Boris Yeltsin and his oligarchs to stay in power, with all the means available to them. This, in the longer term, may constitute a significant danger with regard to the still possible use of nuclear weapons.

Russian economy, armaments, economic crisis, economic transition, war
Economie russe, armements, crise économique, économie de transition, guerre.

Après la crise financière de 1998, l'économie de la Russie est au plus mal. L'effondrement du système de planification centralisée constitue un argument déterminant de la crise économique. Avec la transformation du système économique vers une économie de marché au « pas cadencé », plusieurs facteurs ont nettement contribué à aggraver la fragilité de l'économie russe.

- D'abord, l'Union soviétique était une économie planifiée largement protégée et autarcique. Dans ce contexte, la séparation de l'URSS en Etats indépendants a rendu Moscou dépendant des échanges avec ces nouveaux Etats. La mise en place de la Communauté des Etats Indépendants n'a pas été reconnue par tous les nouveaux gouvernements et son fonctionnement n'a pas encore témoigné d'une grande efficacité économique, voire politique. Il en a résulté une fragilisation des échanges qui de nationaux planifiés sont devenus internationaux en situation de concurrence. En outre, la fin du fameux Comecon réunissant tous les pays d'inspiration socialiste opposés au leadership des Etats-Unis et défenseur de la division internationale socialiste du travail a aggravé la violence de la « thérapie de choc » d'une économie nationale qui, de protégée, se trouve soudain en situation de forte concurrence, même avec les pays anciennement liés aux mêmes objectifs.

- Pendant la coexistence pacifique régulée par la course aux armements, la Russie a hérité d'une industrie d'armement hypertrophiée, dans un espace-temps suppose plus pacifié avec la fin des oppositions systémiques entre capitalisme et socialisme. Pendant la période de la « guerre froide », avec un système marchand de comptabilité occidentale, l'effort militaire de la Russie pendant toute la période a sans doute atteint, voire dépassé, 30% du PIB. Cet effort a ensuite été largement payé par les Russes, car la conversion de ces industries s'est avérée particulièrement difficile. Aujourd'hui, très déficitaire, l'Etat ne peut plus accepter les commandes du complexe militaro-industriel, lequel produit alors des armes insuffisamment compétitives sur les marchés internationaux, partiellement contrôlés, de l'armement. Il en résulte une lutte d'influence entre un gouvernement soucieux de relancer au plus vite l'économie et un complexe militaro-industriel qui renâcle à s'engager dans des procédures de conversion de produits militaires vers des productions civiles, moins valorisées pendant la période soviétique.

- La crise financière a fortement concerné le rouble, et celui-ci a connu une baisse rapide et forte de sa valeur, ce qui a accru le coût des importations devenues nécessaires à la Russie.

- La faiblesse des investissements en infrastructures de l'URSS (insuffisance des moyens de transports, des télécommunications ou des réseaux commerciaux) ainsi que l'héritage des dettes de l'ancienne URSS n'ont guère permis une sortie de l'impasse commerciale.

- Les revenus des citoyens se sont effondrés, en même temps que les opportunistes de l'économie de marché ont commencé à s'emparer des richesses du pays, comme avaient pu le faire en leur temps les fameux « robbars barons » américains à la fin du XIXe siècle, début du XXe siècle. On assiste alors à une forte concentration des pouvoirs économiques et technologiques entre les mains de quelques « oligarques » proches du Kremlin. Avec le décalage entre la mise en place juridique d'une économie de marché et les comportements violents et illégaux de groupes organisés irrespectueux des citoyens. Les politiques économiques ont accentué la crise. L'Etat russe a été impuissant ou complice pour lutter contre la « criminalisation » des marchés. Selon plusieurs experts, 80 % des hommes d'affaires (surtout étrangers) paient une taxe aux organisations criminelles qui se chargent de les « protéger ». Il en résulte une société à deux vitesses, les uns s'emparant du patrimoine industriel et spatial du pays, les autres en situation économique particulièrement critique.

- En laissant quelques proches du Kremlin s'enrichir rapidement, l'Etat russe n'a plus les moyens financiers pour restaurer la paix sociale. Il ne peut plus assurer le financement des infrastructures et la reconversion des activités militaires. Sans cet effort qui, selon la Banque mondiale, devrait coûter 6 à 7 milliards de dollars pendant 10 ans seulement pour la rénovation du secteur énergétique, le développement économique de la Russie, hors Moscou et Saint-Pétersbourg, est condamné à l'échec.

En 7 ans, plus de 70% du PIB de la Russie est produit par le secteur privé, ce qui induit une redistribution particulièrement inégalitaire de la richesse nationale au profit de quelques grands groupes d'intérêts puissants. Les proches du pouvoir ont pu s'approprier à vil prix ou à des taux d'intérêt particulièrement bas de monopoles industriels soviétiques. Le monopole d'Etat s'est alors

mué en autant de monopoles privés. Les officiels du gouvernement ont participé à ce pillage d'autant plus impactant pour l'économie russe, qu'une partie non négligeable des fonds ont été investis à l'étranger.

Enfin, les marchés russes n'ont jamais vraiment bien fonctionné, selon des règles et des financements clairement établis. Les anciens réseaux de la « nomenklatura » soviétique se sont reconstitués et ils n'ont pas de réels contacts avec les marchés. Il s'agit souvent de contrats sous forme de troc qui garantissent à la fois les commandes et les livraisons, sans autre forme de concurrence. Il en résulte de fait une dette intérieure considérable. Les dettes impayées représentaient plus de 250 milliards de dollars au début de l'année 1998, soit quasiment 25% du PIB (calculé selon les normes occidentales). C'est cette bombe à retardement qui a éclaté, après que les opérateurs internationaux, fragilisés par la crise financière asiatique, ont progressivement retiré leur confiance dans le système politico-économique institué sous le règne de Boris Eltsine.

Les pays occidentaux ont été effrayés par le possible retour en grâce du Parti Communiste lors des élections présidentielles, ont fortement appuyé la candidature d'un Boris Eltsine malade. Le Président Clinton a demandé au Fonds Monétaire International d'octroyer un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie pendant la période électorale. Le Club de Paris en même temps a accordé 25 ans à la Russie pour rembourser son emprunt de 40 milliards de dollars. Le FMI a insisté auprès des opérateurs étrangers pour la restructuration de la dette russe. Tout a été fait pour que la Russie ne vote pas pour Guennadi Ziouganov qui a pourtant toujours été largement en tête de tous les sondages. Les opérateurs internationaux ont été fortement incités à accepter plusieurs restructurations de la dette russe.

Le FMI et la Maison Blanche ont engagé des efforts significatifs en faveur de Eltsine, mais pas nécessairement en faveur de la Russie, des Russes et de la démocratie. La démocratie parfois se bat contre ses règles pour se maintenir. Malheureusement, lorsque le ver est dans le fruit, celui-ci pourrit. Après les élections, le FMI a accordé 22,6 milliards de dollars pour aider le système Eltsine à se mettre en place. Ce prêt a joué le rôle d'un « effet d'annonce », celui d'une économie fragilisée, affaiblie par un endettement intérieur et extérieur colossal. La confiance internationale dans la qualité des actions économiques de Boris Eltsine a été fortement revue à la baisse et la capacité de l'équipe gouvernemental en place à résoudre

les grands problèmes économiques de la Russie a été fortement contestée. De fait, les objectifs d'austérité fixés par le Fonds Monétaire International sont contradictoires avec la nécessité pour ce pays de relancer son économie. Pendant que celle-ci se fait piller par les hommes proches du Kremlin, les investissements publics font défaut, du fait du déficit budgétaire structurel. Il est alors difficile de relancer l'économie nationale.

Pour la Russie, il s'agit de restaurer d'abord la confiance aujourd'hui perdue du peuple russe dans les bienfaits de l'économie de marché, afin d'éviter l'affirmation souvent entendue à Moscou selon laquelle « tout ce que les communistes ont dit sur le communisme était un mensonge, mais tout ce qu'ils nous ont dit sur le capitalisme était la vérité ». Il est vrai que le départ du Président Eltsine pourrait constituer un « effet d'annonce » positif vers la recherche d'une économie moins fondée sur la corruption, le pillage, et la prédation par les opportunistes divers. Il faut redonner à l'Etat un pouvoir fort, concernant notamment le respect des droits et des devoirs de chaque citoyen, des producteurs et des consommateurs.

Il est nécessaire de réduire le pouvoir des grands monopoles privés et des banques, qui connaissent aujourd'hui la crise. Le Premier Ministre, Viktor Tchernomyrdine, responsable de Gazprom l'entreprise la plus puissante de Russie, n'a sans doute pas l'intention de revenir sur ce qui a fait sa fortune et celle de ses soutiens et amis. Pourtant, de nombreux économistes, sans remettre en question le principe de l'économie de marché, souhaitent une renationalisation de ces entreprises monopolistes du secteur privé.

Les inégalités sont trop importantes en Russie pour que l'économie puisse repartir sur la base de la consommation intérieure. Les « très riches » placent une partie substantielle de leurs revenus et patrimoine dans les pays étrangers, ce qui constitue une fuite dans le système économique russe. Aujourd'hui, l'initiative privée a toujours été fondée sur le profit immédiat, la corruption, la violence économique, voir judiciaire. Il est plutôt nécessaire de développer la vraie initiative individuelle ou privée en facilitant l'accès au capital nécessaire aux petites entreprises et empêcher les grandes entreprises à les racheter à vil prix, sous la menace.

De fait, la Russie a besoin d'un soutien solide des pays développés, car il est de l'intérêt du monde que le Kremlin ne s'engage pas dans des actions militaires semblables à celle qu'il

applique aujourd'hui en Tchétchénie. Il ne faut pas oublier la puissance nucléaire d'une Russie orgueilleuse qui ne se satisfera pas longtemps à jouer un rôle secondaire dans le monde d'aujourd'hui. La question est fondamentalement politique. Une autre forme de pouvoir au Kremlin serait ou sera susceptible d'engager une « contre-révolution » dont les effets stratégiques, dans l'espèce de la puissance nucléaire, pourraient s'avérer particulièrement dangereux pour l'ensemble du monde.

Bibliographie

- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.
- Fischer, S. (1994), Russia and the Soviet Union Then and Now, in *The transition in Eastern Europe*, Chicago University Press.
- Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, Collection Repères, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*.
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).
- Fontanel, J., Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Granville, B. (1995), *The success of Russian Economic Reforms*, Brooking Institution, Washington, D.C.
- Karlik Alexandre., Fontanel, J. (1997), Les relations entre la Russie, la France et les pays en voie de développement : le cas de la Russie. *Cahiers de l'Espace Europe*, 1996.
- Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of the Great Powers*, Random House, New York.
- Pickering, W. (1996) Pickering Speech to US businessmen in Moscow, Note on Economic Affairs, 24, October.
- Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics* 9(4).
- Smith, R. P., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*, Frances Pinter

Ulukaev, A. (1997), *Réformes économiques et transformations systémiques en Russie 1991-1996*, Thèse, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

UNO (1981), *Study on the relationship between disarmament and development*, New York, ONU.

World Bank (1996), Russian Federation Toward Medium-Term Viability, *The World Bank*, Washington, D.C.